

**Faculté des Sciences Juridiques,
Economiques et Sociales de Tétouan**

Université Abdelmalek Essaâdi

SUPPORT DU COURS

« LES FINANCES PUBLIQUES »

**Professeur:
Mme BAKKALI**

S4 - Printemps –Été 2021



PARTIE I
INTRODUCTION AUX FINANCES PUBLIQUES

**CHAPITRE 1: CONTEXTE DES FINANCES
PUBLIQUES**

**CHAPITRE 2: PRESENTATION DU DOMAINE DES
FINANCES PUBLIQUES**

CHAPITRE 3: FINANCES PUBLIQUES - PRIVEES



**PARTIE II:
HISTORIQUE DES FINANCES PUBLIQUES**

CHAPITRE 1: HISTORIQUE DES FINANCES PUBLIQUES

CHAPITRE 2: POLITIQUES ECONOMIQUES ET FINANCES PUBLIQUES

CHAPITRE 3: APERCU DES FINANCES PUBLIQUES AU MAROC



PARTIE 2: HISTORIQUE DES FINANCES PUBLIQUES

Chapitre 1-Evolution des finances publiques

Chapitre 2-Politiques économiques et finances publiques



Chapitre 1-Evolution historique des finances publiques

1-L'approche classique ou libérale (D.Ricardo et A. Smith):

- Elle considère **que l'Etat intervient le moins possible dans la vie économique** mais qu'il a des **devoirs fondamentaux**
- Approche **libérale** car elle précise que les finances publiques doivent uniquement financer les **activités essentielles de l'Etat** (diplomatie, défense nationale, police et la justice) donc la part des dépenses publiques dans le RN d'un pays doit être raisonnable.
- Les finances publiques **ont une fonction d'ordre public** justifiée par le fait que l'individu ne peut assurer les dépenses publiques concernant les biens collectifs nécessaires à tous.

2- Caractéristiques des finances publiques classiques

1-Elles sont limitées dans leur domaine d'intervention et ont par conséquent un volume réduit (8 à 10 % du produit national)

2-Elles sont neutres et insensibles aux fluctuations de la vie économique (il n'y a pas de raisons de diminuer les dépenses des services étatiques en fonction des résultats de la conjoncture). Elles ne servent pas à atteindre des objectifs financiers

3-Le seul moyen de couvrir les charges publiques est le prélèvement de l'impôt **qui est légitime** et **l'emprunt est très peu utilisé** car il risque de gêner les entreprises privées en détournant du circuit productif des capitaux (effet d'éviction)

4-Elles doivent **être équilibrées. Les dépenses doivent être égales aux ressources (impôts)** L'Etat ne prélève que les fonds qui sont indispensables:

- L'excédent conduirait à des prélèvements de liquidité qui ne seraient donc plus disponibles pour l'économie.

- **Le déficit budgétaire est donc rejeté car il est source de ralentissement de la croissance.**

3-L'Approche contemporaine des finances publiques (J.M KEYNES)

Contexte

La crise de 1929 aux Etats unis marque la fin du mouvement économique libéral classique.
Il va céder la place à **l'interventionnisme keynésien**:

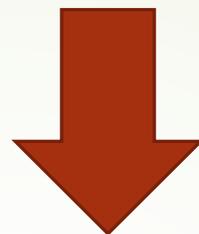


La nécessité pour l'Etat d'intervenir en vue de corriger les déséquilibres macroéconomiques permanents **dont le sous emploi est la manifestation la plus visible.**

Les industriels entrent en faillite et licencient. Ce qui entraîne le chômage. Comme il n'y a plus de consommation, il y a surproduction des entreprises avec l'entretien des faillites.

La misère s'installe et il est alors considéré que l'Etat doit intervenir dans l'activité économique.

La crise économique



Les banques font faillite car elles ne sont plus remboursées et ne peuvent plus accorder de crédits ni aux entreprises ni aux particuliers.

Les entreprises ne peuvent plus faire face à leurs engagements financiers et c'est la faillite. La production chute en même temps qu'il y a surproduction. Cela s'accompagne de licenciement et le chômage explose.

Les particuliers retirent leurs économies des banques.



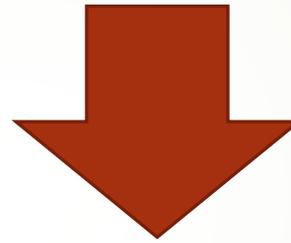
* le ralentissement de la demande car la consommation des ménages baisse.

*Chômage



Interventionnisme étatique

Pourquoi?



« Le plein emploi est lié à la croissance. Pour obtenir le plein emploi il faut donc accroître la production nationale et pour cela augmenter la demande au besoin en augmentant **le déficit budgétaire ...** » J.M.Keynes



Dans ce contexte

- Keynes soutient **un élargissement des fonctions de l'Etat.**
- L'intervention de l'Etat s'étend **à tous les domaines: économique et social.**
- Le marché livré à lui-même ne peut restaurer l'équilibre. **L'Etat doit corriger les dysfonctionnements.**
- L'intervention des gouvernements dans l'économie sont les meilleurs moyens d'assurer la croissance économique.**
- Le chômage est involontaire, sa résorption dépend d'une action de l'Etat**

Comment?

un déficit budgétaire permet d'accroître les dépenses de consommation et d'investissement afin de relancer l'activité économique.



Relance de la demande globale (ménages, entreprises et Etat) et de la **consommation ou de l'investissement ou des deux**



La part des dépenses publiques dans le PIB ne cessera d'augmenter



Le déficit sera ensuite résorbé par **les retombées fiscales de la nouvelle croissance économique obtenue.**

(Recommandation de financer par des déficits des projets de grands travaux...d'infrastructures à forte intensité de MO fin de stimuler l'emploi et de stabiliser les salaires)

4-Caractéristiques des finances modernes :

Déséquilibre des finances publiques et déficit budgétaire:

- Depuis les années 1920:
 - La part des dépenses publiques ne cesse de croître et les déficits budgétaires apparaissent du fait que de l'excès des dépenses
- 
- C'est la crise financière durable de l'Etat à cause de la baisse des activités économiques traduites par une diminution des recettes fiscales et une augmentation des dépenses publiques.



5-Quelle évolution de la vision keynesienne ?

Le courant libéral, renforcé par la crise pétrolière des années 70, **a remis en cause les certitudes keynésiennes en privilégiant le cantonnement de l'Etat à la fonction de simple régulateur. (politique d'austérité)**



Néanmoins, après les effets négatifs provoqués par la dernière crise économique de 2008:

un consensus pragmatique semble actuellement émerger quant à l'importance du déficit budgétaire en tant qu'instrument entre les mains de l'Etat pour continuer à honorer ses engagements, à savoir: la stimulation de l'activité économique et la mise en œuvre des programmes visant à améliorer le bien être social.

CHAPITRE 2-Politique économique et Finances publiques

1- Raisons ou Pourquoi?

Suite à la dépression des années 1930 , les gouvernements réalisent la nécessité d'une intervention publique.

A des degrés divers, l'Etat et les administrations publiques interviennent, notamment en matière économique et sociale.

Pourquoi?

L'objectif était le plein emploi et lutte contre le chômage

En effet, l'Etat a trois fonctions principales:

1-Allocations des ressources (prise en charge de certaines productions comme les infrastructures ou biens publics par l'Etat)

2-La redistribution pour corriger les inégalités sociales

3-La stabilisation pour limiter les fluctuations de la conjoncture

2-Quels sont les moyens? la politique économique

DEFINITION DE La politique économique:

C'est l'ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics afin d'orienter l'économie et d'atteindre des objectifs à l'aide de divers instruments
(action de l'Etat sur l'économie)

Ses objectifs sont de court terme et de long terme

A court terme
(politique conjoncturelle)



Carré magique de Kaldor: Plein emploi, stabilité des prix, équilibre de la balance extérieure, croissance (politique de l'emploi, des revenus, monétaire, budgétaire..)

A long terme
(politique structurelle)



La croissance durable et amélioration des conditions de vie en réduisant les inégalités sociales



Politique conjoncturelle:



Désigne toutes les interventions de l'Etat en vue de rétablir à court terme ou à moyen terme les grands équilibres en terme de plein emploi, d'inflation, de croissance..

Politique structurelle:



Elle modifie en profondeur l'économie.

Le but de ces politiques est de transformer profondément les structures de l'économie pour les rendre plus adaptées aux évolutions du monde contemporain, à la population, etc.



Selon Kaldor, les politiques économiques poursuivent certains objectifs



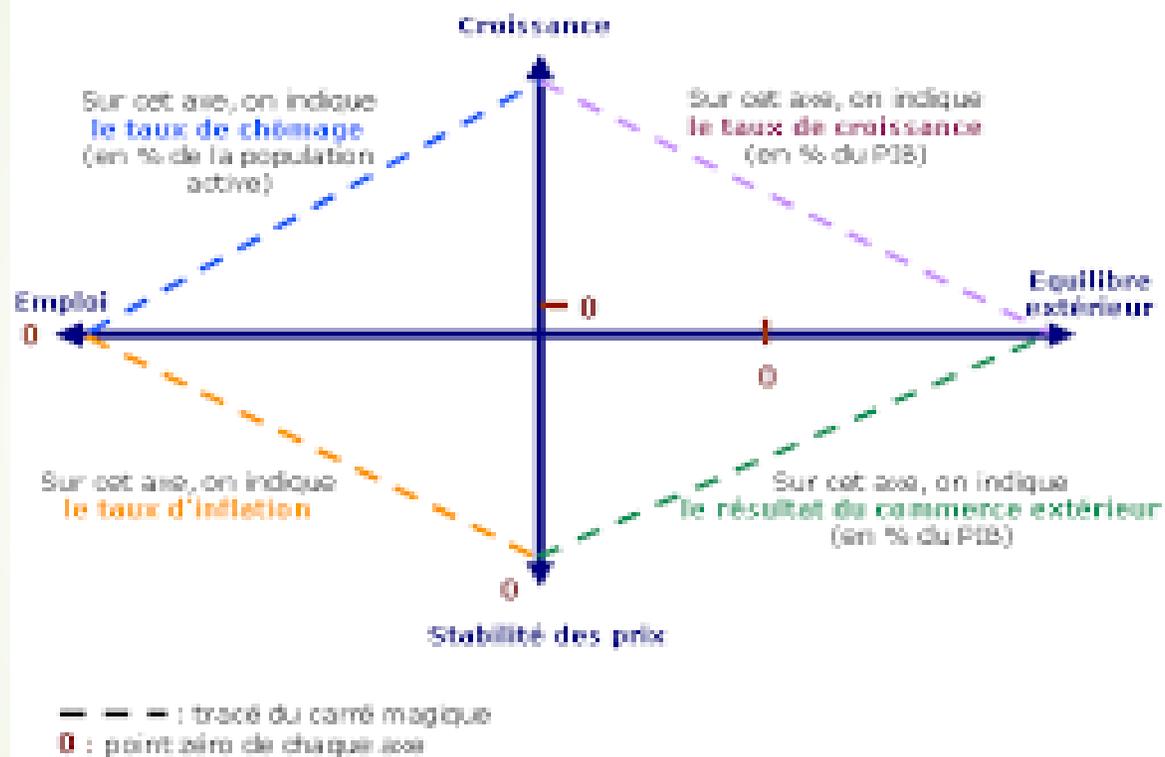
- *croissance,
- *emploi,
- *niveau des prix et
- *balance commerciale,

Kaldor dégage la situation de l'équilibre macro économique qui est le carré magique (irréalisable)



Schéma reliant les 4 objectifs: croissance, lié à l'emploi, stabilité des prix, l'équilibre extérieur (balance commerciale excédentaire)

Le « carré magique » de Nicholas Kaldor





Idéal à atteindre:

Tous les éléments sont liés:

**La croissance crée des emplois qui impacte
l'inflation car la productivité s'améliore ainsi que
la balance commerciale**

2-Les moyens de la politique économique?

- Pour mettre en œuvre ces actions, l'Etat doit disposer de moyens financiers.



à travers l'outil **budgétaire**, soit les **finances publiques**.

La politique budgétaire est la politique macroéconomique la plus importante pour conduire la politique publique



3-Présentation de la politique budgétaire

C'est Keynes qui va assigner à l'Etat la fonction de la politique budgétaire.

-Il suggère à l'Etat de faire l'inverse de ce que font les individus:

1-Quand le revenu national baisse, que les dépenses privées diminuent, il faut que l'Etat soutienne activement l'économie en injectant des dépenses supplémentaires pour soutenir la demande effective qui influe sur le volume de production et donc sur l'emploi.

2-A l'inverse quand le revenu national augmente et les prix montent, que l'investissement dépasse les possibilités d'épargne, l'Etat doit réduire ses dépenses pour éviter les déséquilibres.



Fonctions de la politique budgétaire

1-Allocation optimale des ressources: ou production de biens collectifs consommés indivisiblement par l'ensemble de la collectivité.

2-Stabilisation et régulation macroéconomique de l'activité économique (un taux de PIB élevé, le plein emploi, la stabilité des prix ou un taux d'inflation faible et un équilibre des échanges extérieurs ou de la balance des paiements) **en soutenant la demande ou ralentir la consommation.**

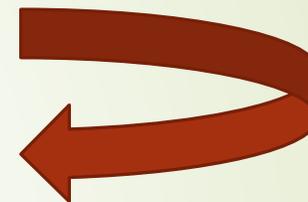
3-Redistribution de la richesse à travers les politiques de taxation et les cotisations sociales **pour les redistribuer sous forme de prestations ou de subventions (transferts sociaux)**

4-Types de politique budgétaire

Pour assurer ses fonctions:



Politique budgétaire de relance visant une croissance forte et le plein emploi, dans ce cas, les moyens de la politique budgétaire **sont la baisse des impôts et/ou la hausse des dépenses publiques**



Politique budgétaire de rigueur visant à assainir les finances publiques par le biais **d'une réduction des dépenses publiques et d'une hausse des prélèvements obligatoires**



5-Outils de la politique budgétaire

Elle vise à agir à court terme sur la situation économique (emploi, croissance, inflation, balance extérieure) par l'intermédiaire du budget de l'Etat

Qu'est ce que le budget de l'Etat?

**Un document juridique adopté par le parlement
et approuvé par le gouvernement.
Il prévoit les recettes et les dépenses
budgétaires**

Il est utilisé par l'Etat pour agir sur l'économie



Précisions sur les recettes de l'Etat

les **recettes fiscales**: les impôts, qui forment plus de 90 % des recettes totales.

les **recettes non fiscales**: les revenus du patrimoine de l'État, les revenus de l'activité industrielle et commerciale de l'État, les rémunérations des services rendus (redevance audiovisuelle par exemple) et les emprunts contractés par l'État.



Précisions sur le déficit budgétaire

Ne pas confondre déficit budgétaire et dette publique

Déficit budgétaire	Dette publique
Excès de dépenses par rapport aux recettes (solde déficitaire) que le gouvernement finance à l'aide d'emprunts	La somme des emprunts successifs encore à rembourser

A préciser que la dette publique se compose de **2 parties**:

***Dette intérieure** qui correspond aux montants empruntés par le pays à ses propres résidents

***Dette extérieure** qui représente l'ensemble des montants empruntés à des créanciers du reste du monde (banques, gouvernements étrangers..)



CHAPITRE 3: APERCU DE LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES AU MAROC

- 1-Contexte de restructuration**
 - 2-Dynamique de l'endettement**
- 



1-Contexte de restructuration économique et hausse des prix du phosphate (triplement)

1955- 1977:

Politique budgétaire expansionniste (revalorisation des salaires, augmentation des dépenses militaires) et stratégie d'investissement public intensif (barrages, routes, universités, écoles..)

Pourquoi?

Restructurer l'économie au lendemain de l'indépendance dans un environnement favorable(augmentation des prix des phosphates)



**Contexte de chocs pétroliers, sécheresse, environnement international défavorable :
financement des déficits budgétaires par le recours aux emprunts extérieurs
et accumulation d'une dette extérieure importante avec impossibilité de faire face aux échéances**

2-Dynamique de l'endettement:

Croissance de l'encours de la dette et modification de sa structure



Programme d'Ajustement structurel

1980-1990:

Programme d'ajustement structurel avec l'intervention des institutions financières internationales; (FMI et BM) car cessation de paiement:

Objectifs: remboursement des dettes et réduire le déficit budgétaire



Politique budgétaire restrictive de redressement et d'assainissement des dépenses de l'Etat



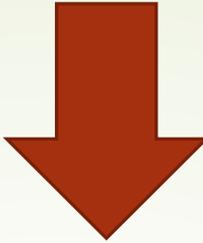
La mise en œuvre de ce programme de redressement et d'assainissement
des dépenses de l'État



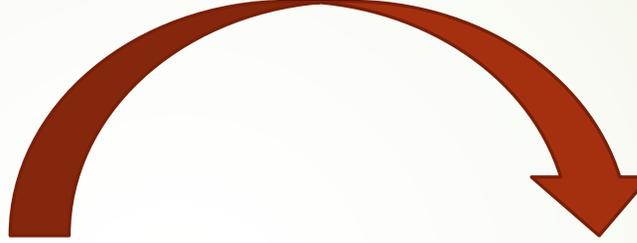
Quels impacts?

- Contraction des dépenses publiques notamment celles de l'investissement et le rétablissement des équilibres macro-économiques.**
- Orientation vers les financements internes**

Enfin, la phase post rééchelonnement s'est focalisée sur la préservation des acquis de l'assainissement et donc de consolidation des fondamentaux.



Réduction du déficit budgétaire : (1983-1992: déficit divisé par 4)

- 
- Limitation de la progression de la dette publique et des charges** relatives à son remboursement et à sa rémunération.
 - Recours massif à l'endettement intérieur**, aussi bien pour couvrir les besoins découlant du financement du déficit budgétaire
 - Progression sensible de la dette intérieure** dont les modes de gestion ont été largement modernisés.



1992-2003: FIN DU PAS

Politique budgétaire autonome :

1-Incompressibilité des dépenses de fonctionnement (masse salariale) et des dépenses de la dette publique

2-Limitation des dépenses d'investissement

BON COURAGE

IL NE S'AGIT PAS
D'ÊTRE LE **MEILLEUR**.

IL S'AGIT D'ÊTRE
MEILLEUR QUE HIER.